

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE N°

**DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

*LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1991 autorisant la société S.E.M. (SOCIETE DES ENROBES DU MANTOIS) à exploiter sur la commune de ROSNY-SUR-SEINE, Chemin des Marceaux, une centrale d'enrobage au bitume à chaud de matériaux routiers ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2004 ;

CONSIDERANT les plaintes des riverains ;

CONSIDERANT que les modifications apportées aux installations classées sont susceptibles d'aggraver les nuisances subies par les riverains des installations classées ;

CONSIDERANT que l'absence de clôture autour du site constitue un risque pour les enfants des riverains et est contraire aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 91-009 du 9 janvier 1991 ;

CONSIDERANT que le brûlage à l'air libre de déchets constitue un risque de pollution atmosphérique et d'odeurs pour les riverains et s'avère contraire aux obligations prévues à l'article 46 de l'arrêté du 2 février 1998 ;

CONSIDERANT que l'absence d'une haie continue d'arbres en limite de site constitue une gêne visuelle pour les riverains et que la prescription de l'article III-1 de l'arrêté préfectoral n° 91-009 du 9 janvier 1991 n'est pas respectée ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture :

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société S.E.M. (SOCIETE DES ENROBES DU MANTOIS), dont le siège social est situé Chemin des Marceaux - 78710 ROSNY-SUR-SEINE, est mise en demeure, **dans le délai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision, de respecter :

- les dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 modifié en déclarant les modifications réalisées,
- l'article III-1 de l'arrêté préfectoral n° 91-009 du 9 janvier 1991 concernant la clôture et une haie arbustive,

et **dans un délai d'un jour** à compter de la notification de la présente décision, de respecter les dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en éliminant les déchets dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 2

Si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le Code de l'Environnement Livre V - Titre 1^{er}.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme. le Maire de ROSNY-SUR-SEINE, M. le Colonel-Commandant le Groupement de Gendarmerie des Yvelines, MM. les Inspecteurs des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

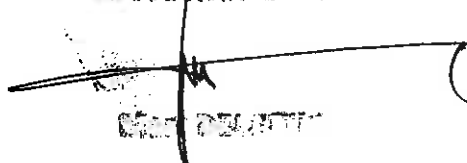


Pour ampliation
Pour LE PREFET des YVELINES
et par délégation,
L'Attaché, Chef de Bureau,


Nicolas JOYAUX

FAIT A VERSAILLES, le - 2 AOUT 2004
LE PREFET DES YVELINES

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard DELATTRE